

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19248 - 74ÈME ANNÉE

Pour une Europe au service d'un projet global
pour La Réunion

Européennes : tract de Julie Pontalba

DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION - RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - UNION EUROPÉENNE
Élection du Parlement Européen - Dimanche 26 mai 2019 (un seul tour)



**Julie
PONTALBA**

Professeur des collèges,
Candidate du Parti Communiste Réunionnais sur la liste du PCF

**POUR L'EUROPE DES GENS
CONTRE L'EUROPE DE L'ARGENT**

avec
IAN BROSSAT

Elections européennes 26 mai #EuropeDesGens

Ce 17 mars, le PCR organisera un rassemblement à Sainte-Suzanne. Voici le tract qui sera distribué dimanche. Au dos, voilà le contenu du message adressé à la population.

Electricités, électeurs,

Le 26 mai, vous irez voter pour désigner les Députés qui siègeront au Parlement Européen. C'est un scrutin de liste, à la proportion-

nelle et à un tour. Chaque liste comporte 79 candidats. Le vote a lieu dans une circonscription unique ; ce qui met fin à la circonscription outre-mer. Julie Pontalba est classée 6e sur la liste conduite par Ian Brossat, adjoint au maire de Paris pour les questions de logement. C'est le résultat d'une bonne coopération entre le PCR et le PCF. Elle continue l'expérience commencée avec Paul Vergès, en 1979, sur la liste de Georges Marc-

hais.

Nous vous demandons de voter pour Julie Pontalba.

Au Parlement Européen, il y a 40 ans, Paul Vergès a cherché comment éviter que La Réunion soit perdue dans la complexité des institutions européennes. Il est à l'origine des RUP (Région Ultra Périphérique), c'est à dire un statut dérogatoire. Mais depuis 2015, l'Union européenne a mis fin à la

garantie sucrière et procédé à la signature des Accords de libre échange économique (APE) avec nos voisins. Le verrou de protection a sauté.

Nous devons imaginer le dépassement des RUP.

Déjà, en 2013, une étude de l'INSEE résumait la situation : "La Réunion est un Département socialement hors normes". De nouvelles normes exigent de nouveaux accords et règlements. Pour cela, partons des réalités indiscutables.

Comment assurer la survie d'une population d'1 million d'habi-

tants, sur une île de 2500 km², dans un contexte de guerre économique déclinée par les Etats Unis ? Comment sécuriser notre approvisionnement et garantir nos productions ? Comment construire des logements en quantité et à bas coût ? Comment créer des milliers d'emplois durables ? Comment lutter efficacement contre le réchauffement climatique et ses effets ?

Julie Pontalba vous invite à débattre, avec elle, 3 idées fortes :

- **Un projet global** et cohérent qui ne laisse personne sur le bord du chemin, qui garantit la dignité tout le long de la vie et qui sauvegarde

la bio-diversité. Cela peut être rédigé en 6 mois.

- **Un fonds d'investissements** qui mutualise les transferts publics et assure la réalisation du projet global. L'aide européenne annuelle est de 300 millions d'euros. Nous adhérons au "Pacte finances-climat" de 1 000 milliards pour la transition écologique.

- **Une Assemblée délibérante**, ayant toutes les compétences pour discuter nous-mêmes avec nos voisins, responsable devant les Réunionnais et auprès des autorités de contrôle.



Vue d'une partie du public de la réunion de Saint-Pierre.

In kozman pou la rout

« Mordé par in shien blan, mordé par in shien noir, sé mordé ! »

Konbien foi, koméla, mi antann dir kozman-la é mi koné pa pou kosa in malédiksyon konmsa la tonm dsi lo shien. Zot i pans pa demoun i fé plis déga ké lo shien ? Mé sa sé in n'ot afèr. Moin mi rapèl étan marmaye, shak foi nou téi oi in shien, nou téi done ali koud'rosh mé sa té pli vré pou bann shien lété pa d nzéré, pars sak lété danzéré nou lété moin brav avèk. Alé ! Alon lèss par koté lo shien pou intèrès anou la sosyété pars èl lé ranpli bon moun, mé èl néna in bonpé kanaye galman : tout kalité, tout péi, mèm bann z'éta lé voyiou é an parmi sak lé pli gran é k'i done azot in brové lonèkté, la démokrasi é la libèrté. Antouléka, nout kozman i invite anou pou méfyé bann mové frékantasyon épi bann mové l'antrènman, é zot i koné sa sé in n'afèr i mank pa dann nout sosyété... Méfyé mové lantrènman ! Sèl rokomandasyon i fo pa ou i antrenn sansa ké ou i lèss aou antréné. Alé ! Mi kite azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli dvan. Sipétadyé !

Edito

“Le côté obscur” de l’indépendance de Maurice

Le 12 mars, nos voisins les Mauriciens fêtent l’indépendance, la libération de la tutelle britannique. Pour les Chagossiens, c’est un jour de deuil. Ils se rassemblent pour sauver leur identité et rappeler leur histoire. La rédaction du journal l’Express de Maurice consacre un article à cette double significations. En voici quelques extraits.

“Selon la légende urbaine enseignée dans les écoles, la couleur rouge du quadricolore représente la lutte pour l’Indépendance. Même si cette version « édulcorée » de l’histoire est contestée, elle prend quand même tout son sens pour les Chagossiens. A chaque fois que l’Indépendance de Maurice est évoquée, ils ne peuvent éviter de penser au déracinement qu’ils ont vécu à cause de ce jour.

Ironie de l’histoire, Lyseby Elysé, la Chagossienne qui a ému La Haye, a été décorée par la République en ce 12 mars 2019 (Member of the Order of the Star and Key of the Indian Ocean). 51 ans et un avis consultatif favorable de la Cour internationale de justice (CIJ) après, comment les Chagossiens vivent-ils l’Indépendance ?

Son grand-père, Ferdinand Mandarin, était le président du Comité social des Chagossiens, un des premiers groupes à demander non seulement le droit de retour sur l’archipel, mais aussi l’autonomie des Chagos. Aujourd’hui, Hansley Mandarin, son petit-fils, pense la même chose. Pour lui, le 12 mars le ramène invariablement aux histoires empreintes de douleurs que les grandes personnes se racontaient. Petit, ces voix lui parvenaient de derrière les portes. Parfois, elles étaient accompagnées de sourires tristes, d’autres fois, c’étaient des larmes... Il n’y comprenait pas grand-chose, mais à chaque fois, les histoires se terminaient avec une voix tremblante.

Les années sont passées, et à force d’entendre l’histoire de ses ancêtres, il a fini par comprendre. Dès lors, il n’a pas fallu longtemps à Hansley Mandarin pour reconstituer le puzzle. A cause de l’indépendance, ils ont été expulsés de chez eux. Tout un peuple parti en laissant tout derrière. « Ti zis dan lavantaz Moris sa. Nou pep pann gagn narien la-

dan nou », avance-t-il.”

« Jamais personne ne nous a enseigné notre histoire, même à l’école. On parlait de l’Indépendance sans relater les dessous de l’histoire, sans dire que nous avons été la monnaie d’échange pour le 12 mars 1968 », s’indigne Isabelle Charlot, présidente du Chagossian Islanders Movement (CIM).

Allen Vincatassin, le président en exil, il estime que l’Indépendance de Maurice est une bonne chose, mais déplore le fait qu’elle ait été obtenue au détriment de son peuple, précisant qu’à cause du traitement réservé aux Chagossiens, il ne se sent pas Mauricien.

D’ailleurs, Liseby Elysé, celle qui avait ému le monde avec son témoignage à la CIJ, avait relaté que lorsque les « zilwa » avaient débarqué, la rumeur courait qu’ils « manz dimounn » et ils étaient ostracisés. « Nous avons déjà été utilisés, et nous ne voulons pas que l’histoire se répète », affirme Isabelle Charlot. C’est pour cette raison qu’elle souhaite que les Chagos soient autonomes et non sous la tutelle de Maurice.

D’ailleurs, les Chagos ont le « brain power » nécessaire pour s’auto gérer. Idem pour Hansley Mandarin. Selon eux, si quelqu’un doit décider de l’avenir de l’archipel, si la base peut rester ou pas, c’est à la communauté chagossienne et non à Maurice”. (fin des extraits).

Du côté Mauricien, le gouvernement aurait tout intérêt à ouvrir une Commission Vérité pour aborder la réconciliation. Les réactions populaires au lendemain de l’ordonnance du CIJ étaient violentes contre les Chagossiens, accusés de manque de reconnaissance. Un diplomate parle “des Mauriciens d’origine Chagossienne”. Il faut d’urgence mettre fin aux mépris ambiant contre les Chagossiens et leur “pavillon”, drapeau Chagossien qui ne comporte pas la couleur rouge.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Le grand témoin de la réunion populaire de Saint-Pierre

Élie Hoarau : l'ancien député européen soutient Julie Pontalba



Elie Hoarau.

Elie Hoarau a été élu député au Parlement européen en 2009. Il était la tête de liste de l'Alliance des Outre-mer. Au cours de son mandat, il a lutté pour que La Réunion ne subissent pas une baisse des fonds européens. Il a également œuvré à l'organisation d'une conférence des députés des RUP, afin de faire mieux entendre la voix des peuples des Outre-mer au sein des institutions européennes. Lundi à Saint-Pierre, il a réaffirmé son soutien à Julie Pontalba. Demain dans Témoignages, nous continuerons la publication des interventions à la rencontre populaire du 11 mars.

«Julie va renforcer le camp de ceux qui veulent une autre Europe. En 2009, les travailleurs de l'UE ont produit 12000 milliards de richesse, 7 % de travailleurs pauvre. 10 ans après, 15000 milliards de richesse, et 17 % de travailleurs pauvres. Où part l'argent ? Chez les plus riches. Cela doit changer», rappela l'ancien député au Parlement européen, «l'Europe est plus riche que les États-Unis et la Chine, comment expliquer autant de misère ? L'argent de l'UE ne fait pas le travail qui doit être fait pour les plus pauvres».

«L'argent est là, mais en France il y a 110 milliards d'euros d'évasion fiscale. Rien que la moitié permettrait de doubler le montant des re-

traites, et d'augmenter le SMIC. Sans oublier 80 milliards de fraude fiscale. Tout cela représente la moitié du budget de la France ».

« Le moment est venu de faire nous-mêmes notre plan global et cohérent, c'est le tournant pour La Réunion. L'évêque l'a dit aussi dans une tribune libre publiée dans la presse.

Une fois que ce plan est fait, nous devons l'exécuter », poursuit Élie Hoarau, «dépassons la loi de 1946, et présentons ce projet. Profitons du Grand débat pour dire au gouvernement : voilà pour La Réunion ce que nous voulons. C'est nous qui devons prendre les décisions pour notre pays ».

«C'est la même chose pour l'Europe», précisa l'ancien maire de Saint-Pierre. L'initiative parlementaire de Paul Vergès a permis de ne pas être écrasés par l'Union européenne en créant un régime particulier, les RUP. «Nous avons pu protéger notre production, aider nos planteurs et nos entreprises».

«Il faut là aussi dépasser le règlement des RUP. Aller plus loin, c'est participer à la négociation des accords de partenariat économique, afin d'obtenir des moratoires et clauses de sauvegarde». Cela nécessite aussi de s'appuyer sur un fonds de développement qui peut être abondé par les crédits de l'Europe, géré par les Réunionnais. Cela montrera que le Réunionnais est capable d'utiliser l'argent de l'Europe dans un plan global de développement.

Et de conclure : «Ces élections sont l'occasion de porter cette parole dans la population : il est possible de faire une autre politique, à condition que le peuple prenne la parole. Le peuple a l'occasion de prendre la parole en votant pour Julie Pontalba le 26 mai prochain ».

60e anniversaire de la création du PCR : que s'est-il passé le 15 mars 1959 à Saint-Denis ?

13 ans après la fin de la colonie : départementalisation impossible à La Réunion

Dans quelques semaines, le PCR fêtera son 60e anniversaire. Depuis déjà plusieurs mois, différentes activités ont eu lieu dans ce cadre. L'une d'entre elles se tiendra vendredi à Sainte-Clotilde. Elle rappellera que le 15 mars 1959, lors des élections municipales de Saint-Denis remportées par la liste d'Union contre la Fraude conduite par Paul Vergès, le pouvoir organisa une fraude massive pour changer le résultat, tandis que des nervis assassinèrent par balle Eliard Laude et blessèrent gravement avec une arme de ce type Antoine Baïkom, parce qu'ils faisaient partie d'une foule en liesse qui célébrait le retour des communistes à la direction de la Mairie de Saint-Denis. Le même soir, Paul Vergès fut frappé par des policiers devant la mairie de Saint-Denis et laissé pour mort sur un trottoir.

La création du PCR s'est située dans un contexte marqué par une violente répression contre les progressistes. Depuis le 19 mars 1946, La Réunion n'était plus une colonie mais un département. C'était le choix fait par les Réunionnais qui avaient soutenu la principale revendication portée par les candidats du Comité républicain d'action démocratique et sociale, le CRADS.

Ce mouvement était la traduction politique des mobilisations syndicales commencées avant la Seconde Guerre mondiale, demandant une décolonisation par l'intégration à la France sur un pied d'égalité. Il s'agissait d'obliger l'État à appliquer à La Réunion toutes les conquêtes obtenues par le mouvement social en France. Les deux années de blocus de l'île

et les privations de la guerre allaient faire tomber l'écrasante majorité des Réunionnais dans la misère. Ceci allait renforcer le mot d'ordre de « Réunion département français ». D'autant plus qu'au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les nouveaux dirigeants de la France rassemblés dans une large coalition dominée par les communistes et les gaullistes vont construire les bases d'un État moins inégalitaire avec la création de la Sécurité sociale.

1900 calories par jour dans un « département »

Se soigner gratuitement, avoir droit à une retraite, créer des contre-pouvoirs légaux à l'arbitraire patronal dans les entreprises, voir les plus riches contribuer selon leur fortune au fonctionnement des services publics en payant l'impôt sur le revenu : tous ces rêves étaient à portée de main. La création du CRADS était un moyen de concrétiser ces rêves. C'est cette politique que la population a choisie, en donnant la victoire aux listes du CRADS dans la majorité des communes de La Réunion, dont les plus grandes villes lors des municipales de 1945. Ces victoires ont préparé celles des cantonales et des législatives d'octobre 1945. Les deux députés de La Réunion étaient du CRADS. Raymond Vergès et Léon de Lépervanche firent l'union avec leurs collègues de Martinique, de Guadeloupe et de Guyane pour obtenir en moins de 6 mois de l'Assemblée nationale le vote à l'unanimité de la loi transformant leurs territoires en départements français. Les articles 2 et 3 de ce texte stipulaient que l'application des lois en vigueur en France devait être effective au 1er janvier

1947. Mais les gouvernement à Paris n'eurent de cesse de refuser d'appliquer la loi. Cela maintint les Réunionnais dans une grande précarité.

En 1958, la ration alimentaire moyenne servie aux Réunionnais était de 1900 calories, soit moins que la Corée qui avait vu ses villes détruites par les bombardements américains 5 ans auparavant, que Madagascar (2293 calories), le Maroc (2431 calories) tandis que la ration quotidienne moyenne en France s'élevait à 3012 calories.

Le peuple fait confiance aux communistes

C'était la situation quotidienne d'une île ayant un statut de département français. Entre temps était née en novembre 1947 la Fédération communiste de La Réunion, dont ses membres étaient issus du CRADS. Pour sortir de la crise, la population accordait toujours une grande confiance à ceux qui avaient obtenus la loi d'égalité. Lors des législatives de 1956, la liste conduite par Paul Vergès obtint la majorité absolue et deux députés sur trois dans un scrutin à un seul tour.

Profitant alors quelques mois plus tard du décès de Raymond Vergès, maire de Saint-André, le pouvoir dévoila sa stratégie : remettre en cause le suffrage universel pour placer à la tête des institutions des personnes inféodées à Paris. Il fallait pour cela organiser la dissolution des municipalités dirigées par les communistes, et une fraude électorale à grande échelle pour obtenir les résultats souhaités.

(à suivre)

M.M.

Oté

Fé zorey koshon dann marmit poi

Akoz sak foi mi lèv la tèt, mon zorey lé dann dezaroi. Zot la remark in nafer : le touzour le minm kalité demoun, i fe dezord, i kas tinpan, i brouy lo sérénité ou la tash manier travay depui gran matin ?

Kel kalité demoun zot va demann amoin ? Wope ! Zot minm, fé léspérians, in loto ek la mizik boumboum, tansi le mizik koupab, lé « aou koman ou ral sa ou ? », lev la tèt, gardé. Kisa i lé ? Kan le soir, kalkil pa inn fin d semen, non, dann milie, akoz kalandrié i mars pa pou se kalité demoun, zour travayé, kone pa, rouv zot zekoutiy, ékouté .

Ou sava kisoï bord mer kisoï bordaz la rivièr, minm kan ou sar trap marmay lekol, loto bordé, zot lé la minm. Andiré banna i suiv aou, aou finaldekont ou i fui dezord, ou i rod an dezespoir in fanal silans la natir. Zot i voi kosa mi ve dir ? Zot i antann se bann kas zorey demoun ? Mi ve pa dir i fo pa ékout la mizik, mi ve pa di i fo aret viv, soman gramoun la toujou di « viv an respé », an respé po ou, pou lezot.

Marmay, asé ékout la mizik i obliz mét grin tamarin dann zorey, asé asét zanpli i fé pét la mizik kan ou sort an parti, kinm néna de troi moun an brinzel. Asé fé dézord siouplé, akoz ek tousala, in lespresion reioné va disparet : « fé zorey koshon dann marmit poi ». Wopé bon dimans, an silans. Alor, mi invite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Vanessa